

Juillet 2014

➤ JAPON : UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CONFUSE ? (1/2)



Alors qu'une décision de son Autorité de régulation du nucléaire permet au Japon de faire un pas de plus vers la relance de ses réacteurs trois ans et demi après la catastrophe de Fukushima, Teruaki Masumoto, président de la *Japan Energy Association* (équivalent du CFE) vient de publier un document qui analyse les conséquences de l'accident nucléaire sur la politique énergétique du Japon.

Tous les réacteurs nucléaires ont été fermés : ils assuraient plus de 30 % de la production d'électricité avant l'accident nucléaire. Le plus surprenant est certainement la capacité du Japon à s'adapter à cette contrainte. Trois pics de consommation d'été et trois d'hiver ont été franchis sans coupures importantes et ce pour deux raisons : **l'exceptionnelle exploitation de toutes les centrales conventionnelles et les efforts d'économie d'énergie des consommateurs.** Mais ceci a eu un coût élevé qui « paradoxalement a renforcé la prise de conscience de l'utilité du nucléaire ».

Les effets de l'arrêt du nucléaire sont particulièrement sensibles : le recours aux importations d'énergies fossiles qui ont été doublées après la catastrophe mettant la balance commerciale du pays dans le rouge depuis 21 mois, une flambée du prix de l'électricité accrue par la dépréciation du yen et une forte augmentation des émissions de CO₂, passées de 1 316 Mt en 2010 à 1 409 Mt en 2012. **...suite au verso**

➤ ENQUÊTE SUR LES ENJEUX ÉNERGÉTIQUES

Le Conseil Français de l'Énergie a réalisé pour la première fois en 2013 une enquête auprès des dirigeants et experts français pour apprécier leur vision des principaux enjeux énergétiques mondiaux.

Les résultats, publiés dans le rapport du CFE « **Les enjeux énergétiques mondiaux vus par les acteurs français** » (à lire sur www.wec-france.org/etudes.html) en septembre 2013, ont permis de mettre en avant des convergences et des divergences et de caractériser une « exception française » : la même enquête est en effet réalisée au niveau mondial par le Conseil Mondial de l'Énergie.



Le CFE **renouvelle cette enquête en 2014**. Cela permettra à nouveau de situer la vision française par rapport à la vision des acteurs européens et mondiaux. Il sera, pour la première fois, possible d'apprécier l'évolution en un an de l'avis des acteurs français en comparant les résultats de cette nouvelle enquête à ceux de 2013.

Merci par avance de participer à cette enquête, à télécharger sur www.wec-france.org.

➤ FINANCEMENTS DE PROJETS DE RECHERCHE

Le Conseil Français de l'Énergie finance chaque année des projets de recherche à caractère économique sur l'énergie et l'environnement. La durée des projets peut aller de quelques mois à deux ou trois années. Les prochains projets doivent parvenir au CFE **avant le 25 septembre 2014**. Ils feront l'objet d'un avis par le Conseil scientifique du CFE qui se réunira le 9 octobre prochain.

Pour cette session, aucun thème particulier n'est suggéré et tous les projets de recherche sont les bienvenus dans la mesure où ils satisfont aux critères du CFE (enjeux, qualité,...).

Par le passé et à titre d'exemple, les financements ont porté sur des recherches concernant les marchés de l'énergie, l'organisation industrielle et les formes de concurrence, les politiques énergétiques et environnementales (notamment climatiques), le lien entre énergie et territoire (thème qui a fait l'objet d'un appel à propositions en 2013). Les projets de recherche peuvent se situer dans la continuité des efforts passés ou ouvrir de nouvelles voies de réflexion.

Juillet 2014

➤ JAPON : UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CONFUSE ? (2/2)

La réponse du gouvernement a été la publication, « après un processus laborieux et 100 jours de débats », d'un *Basic Energy Plan* en avril dernier qui confirme le rôle du nucléaire dans la production d'électricité, tout en appelant à une moindre dépendance au nucléaire à long terme. Le *Basic Energy Plan* met en évidence dix enjeux pour le Japon parmi lesquels figurent la situation à Fukushima, la vulnérabilité énergétique du pays, la perte de compétitivité, l'accroissement des émissions de CO₂ et la perte de confiance du public dans les « agences gouvernementales, compagnies d'électricité et experts du nucléaire ». La seule proposition concrète est la promotion des énergies renouvelables, fortement critiquée en raison de l'utilisation de tarifs d'achats qualifiés de « socialement injustes ». Finalement, le rapport critique une politique énergétique guidée par l'opinion publique et les médias et considère que la « principale cause de la confusion dans la politique énergétique du Japon est le manque de compréhension des enjeux de long terme ».

Le rapport complet (en anglais) « Impact and Current Status of the Accident at Fukushima Daiichi Nuclear Power Plant and Future Challenges » est disponible sur : wec-france.org/DocumentsPDF/Fukushima_Report_2014.pdf

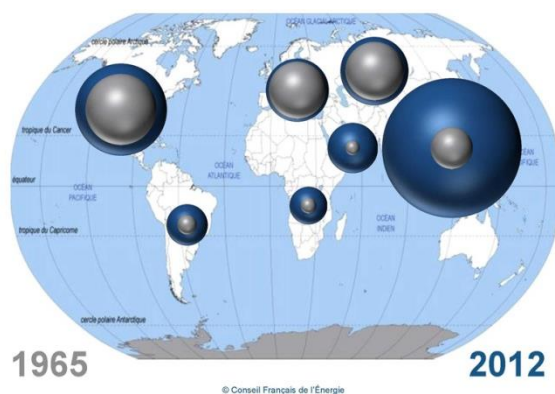
➤ LA CARTE ÉNERGÉTIQUE A CHANGÉ

La carte énergétique a changé de façon importante, conséquence inéluctable des évolutions démographique et économique mondiales.

Pour illustrer ce changement, caractérisé par un **déplacement des enjeux des pays industrialisés vers les pays émergents et en développement**, on pourrait multiplier les exemples en s'appuyant sur la démographie, les consommations d'énergie... L'un des plus frappants est peut-être le niveau des émissions de CO₂.

Dans le graphique ci-contre, la surface des cercles représente ces émissions, par grandes régions, de 1965 (en gris) à 2012 (en bleu). Les émissions des pays développés progressent de 20 % pour l'Europe (l'UE à 15 pour garder un périmètre constant) et de 67 % pour l'Amérique du Nord. Mais ces évolutions restent modérées par rapport au reste du monde. Les émissions de l'Afrique ont été multipliées par 6, celles de l'Amérique latine par 4,5 ; le rapport est de 11 pour celles d'Asie-Pacifique et de 12 pour le Moyen-Orient.

L'augmentation en un an des émissions de la Chine, passées de 8 659 Mt à 9 208 Mt entre 2011 et 2012, soit 549 Mt, représente le total des émissions du Royaume-Uni en 2012 (530 Mt). La moyenne mondiale des émissions de CO₂ par habitant est de 4,5 tonnes mais elle cache de fortes inégalités : entre le plus émetteur (Qatar : 38 tonnes/hab.) et le moins émetteur (Tanzanie ou Zambie 0,15 tonne/hab.) le facteur est de 250 !



➤ ACTES DU 3^e FORUM EUROPÉEN DE L'ÉNERGIE



Le CFE vient de publier les actes du 3^e Forum Européen de l'Énergie organisé les 24 et 25 avril derniers à Paris. Ce document, disponible en ligne ou auprès du CFE, reprend l'intégralité des différentes sessions du forum : www.wec-france.org/Forumeuropeen2014.html.

Le 4^e Forum Européen de l'Énergie doit se tenir à Paris début 2015. Il se situera dans la perspective de la COP 21 qui se déroulera à Paris en décembre 2015.

La prochaine Lettre du CFE paraîtra en septembre. Toute l'équipe du CFE vous souhaite un bel été !